

En ROUTE pour la METAMORPHOSE



ENTRETIEN CROISÉ LE MOUVEMENT LONGO MAÏ EN UKRAINE

Le 24 février 2022, Vladimir Poutine a décidé d'envahir toute l'Ukraine, déclenchant la plus grande guerre en Europe depuis 1945. Dans cette situation le choc le dispute à la confusion, mais la résistance de milliers de citoyens et citoyennes s'organise. Guidée par sa boussole éthique et politique, la Fondation Danielle Mitterrand est à l'écoute de la voix des résistant.es ukrainien.ne.s et de celles et ceux qui, par-delà les frontières, les soutiennent dans le camp de l'émancipation.

Ancré sur tout le territoire européen, le mouvement Longo Maï s'implique activement dans ces élans d'entraide locale et transnationale qui prennent corps. Par leur attention accrue aux besoins exprimés par les premiers et premières concerné.es en Ukraine, l'accueil et l'aide fournies aux personnes déplacées et leur soutien matériel et logistique, les membres de ce réseau de coopératives agricoles participent, comme tant d'autres, à construire pas à pas une solidarité par "en bas", entre les peuples en résistance.

*

Bonjour à tous les deux, pouvez-vous vous présenter ?

Max : Bonjour, je m'appelle Max, ça fait une dizaine d'années que je vis dans les coopératives Longo Maï et je fais partie d'autres organisations : Radio Zinzine et le Forum Civique Européen, une organisation créée en 1989 pour le soutien aux réfugiés et à l'agriculture paysanne contre la crise climatique. Sur le sujet ukrainien, je suis actif en France en lien avec les initiatives des organisations que j'ai présentées, en lien étroit avec les organisations en Transcarpatie.

Oreste : Je m'appelle Oreste del Sol, je suis un petit fermier qui vit en Transcarpatie depuis 30 ans, dans la coopérative de Longo Maï qui est en Ukraine depuis 1989, juste avant la chute du mur.

Pourriez-vous pour commencer nous raconter dans les grandes lignes l'histoire de Longo Maï et de ses activités ?

Max : Longo Maï est un ensemble d'une dizaine de fermes collectives autogérées en Europe avec une implantation dans 6 pays différents : la France, la Suisse et l'Autriche historiquement, ainsi que l'Allemagne, l'Ukraine et la Roumanie – la dernière ferme à être arrivée dans le mouvement Longo Maï. C'est plus de 200 personnes dans 11 lieux et 6 pays qui vivent et partagent ensemble des activités, qu'elles soient agricoles, artisanales, politiques. Ça existe depuis 1973. Il y a une vocation agricole mais pas seulement. À la base l'idée était de faire revivre des tissus ruraux désertés, en lien avec des problématiques urbaines, notamment le soutien aux réfugié.e.s ainsi qu'un soutien international apporté à des mouvements progressistes et/ou d'opposition à des dictatures. Longo Maï, dès sa naissance, a soutenu l'opposition à Pinochet au Chili, ainsi que de très nombreuses luttes dans énormément de pays : le Kurdistan, Madagascar, le Burkina Faso à l'époque de Sankara, la Colombie, l'Ukraine. On a une économie partagée, on a acquis des propriétés qui sont inaliénables, elles appartiennent à tous les membres de Longo Maï. On a 5 lieux en France, deux en Suisse, un en Allemagne, un en Autriche, un en Roumanie et deux en Ukraine dans le même village.



Qu'en est-il de l'histoire de la coopérative Longo Maï en Transcarpatie ?

Oreste : On est dans un petit village qui s'appelle Nischnje Selyshche. Il y avait 4 000 personnes il y a 30 ans, aujourd'hui moitié moins du fait d'une natalité en perte et d'une émigration importante. On est arrivés dans ce village parce qu'un ami, jeune étudiant en français nous a invité à y faire quelque chose qui ressemblerait à Longo Maï dans les années 1990. Nous sommes un petit groupe d'entre 5 et 10 personnes qui avons persévéré.

Notre principale activité a été de faire des projets dans le village, autour de la commune et écologiques : adduction d'eau potable pour le village ; toilettes sèches pour l'école ; jardins d'enfant pour l'école maternelle ; des projets économiques et culturels comme la reprise de la Maison de la culture et le festival de musique et de théâtre pour enfants. Il y a aussi une partie agricole avec un projet de fromagerie, Séliska Sirovarnia, qui fait la réputation du village et transforme le lait des fermes de petits paysans de 5 villages aux alentours. Environ 1 200 paysans ont déjà vendu du lait à cette fromagerie et apportent entre 3 et 30 litres de lait. On a deux petites fermes spécialisées en élevage : des porcs en plein air, des chèvres et des vaches ; et une partie avec des pommiers dans un grand verger, pour une production de jus de pomme et de cidre. Beaucoup des paysans locaux n'ont pas de fermes rentables, mais plutôt tournées vers l'autosubsistance.

Ce qui caractérise notre travail c'est ce qu'on fait sur nos fermes, mais aussi les liens créés avec les locaux : accueil de touristes, valorisation d'activités agricoles et artisanales. La fromagerie, par exemple, vit aussi d'un tourisme intérieur à l'Ukraine. Notre village est souvent présenté comme un « village-modèle » des Carpates du fait d'être capable de faire travailler les gens ensemble. Nous avons également un restaurant qui met en valeur des produits locaux. L'organisation de gastronomie de haut niveau, présente les produits locaux pour que les gens reprennent goût, revalorisent leur propre tradition par la cuisine, plutôt que de vouloir acheter et valoriser des produits exotiques de l'étranger. Nous avons également une activité en tant qu'activistes écologistes. Nous luttons pour défendre le massif des Svydovets, contre un oligarque bien connu, Igor Kolomoïsky*, proche de Zelensky, qui a prévu d'investir deux milliards de dollars pour y faire une ville de 30 000 habitants, alors que c'est une des rares forêts vierges d'Europe, lieu de vie de nombreux ours.

Depuis le 24 février, le régime russe de Poutine poursuit l'invasion de l'Ukraine. Depuis la France et d'autres pays européens, nous avons pu suivre d'un point de vue militaire et géopolitique le déroulé du conflit. Est-ce que vous pouvez nous raconter quelle est la situation vécue en ce moment en Ukraine ?

Oreste : Dès le 24 février des gens ont fui Kiev pour se réfugier chez nous. On les a tout de suite accueillis, au départ c'étaient 3-4 personnes, rapidement on était à 25. [...] Dès la première semaine on s'est auto-organisé-es pour évacuer les gens qui fuyaient le conflit pour pouvoir aller dans les pays européens. Mais on s'est rapidement aperçu.es que des gens avaient du mal à sortir des villes bombardées, alors nous avons organisé des trajets en minibus, parce que les grands bus étaient facilement repérables et par peur d'être pris pour cible. Nous sommes donc allés chercher des gens en minibus pour les amener dans notre village, aux alentours ou directement à la frontière. Nous avons beaucoup évacué comme ça « d'amis d'amis » qui allaient ensuite dans différents endroits en Europe. Certaines personnes vont plus loin que la Pologne, qui concentre le maximum de réfugié-es. Très rapidement, on a cherché d'autres minibus parce qu'on était débordé.es par les demandes ; il y a maintenant une dizaine de bus en circulation qui continuent les évacuations. On a aussi vu que c'était un peu idiot de partir à vide, on a donc amené de la nourriture, des médicaments et ce qui nous était demandé. On distribuait, et on repartait avec les gens. Rapidement, nous avons essayé aussi d'organiser des partenariats avec d'autres organisations pour faire ces évacuations. Mais aujourd'hui les gens veulent un peu moins être évacués, il y a une habitude des bombardements, des alertes, des sirènes. Parallèlement on a demandé au maire d'occuper les jardins d'enfant et l'école du village pour faire un accueil plus important. [...] Aujourd'hui plus de 1 000 réfugié-es sont dans notre village de près de 2 000 habitants. On essaie de faire le meilleur accueil possible. Nous avons transformé notre restaurant en cantine gratuite pour les réfugié-es avec 300 repas par jour. Dès le premier mois, des gens ont voulu retourner dans des régions moins bombardées comme Kiev ; d'autres arrivaient du Donbass, de Mykolaïv, d'Odessa ; chaque jour il y avait des changements. Il faut encore régulièrement s'adapter à ce qui se passe. Les gens qu'on accueille dans notre village sont surtout des réfugiés des villes. Dans notre village nous avons une vie liée à l'agriculture, au printemps les gens se préparent aux semis au bord des fenêtres. La vie dans les villages des Carpates est assez liée aux changements de saison. Les réfugié-es sont dans d'autres situations que les locaux, on a donc essayé de s'organiser pour qu'il n'y ait pas trop de conflits entre les deux populations.



©Longo Măi

Arrivée en soirée d'un camion venu de Roumanie chargé de semences de pomme de terre.

Grâce à l'aide humanitaire on a fait venir des semences de pomme de terre, 25 tonnes de semences pour 450 petits paysans et trois tonnes de maïs non hybride que l'on va distribuer en expliquant l'intérêt de semer du « non-hybride », puisque malheureusement, en Ukraine aussi les hybrides sont devenues majoritaires. Or, avec la guerre, nous avons besoin de replanter nos propres semences pour viser une autonomie alimentaire indépendante des marchands de semences et des multinationales. Nous sommes persuadés qu'avec la guerre il y a un risque que de gros investisseurs avec des sortes de "plans Marshall post-guerre" ou le lobby pour l'agro-industrie de l'Union européenne, en profitent pour détruire le tissu social dans nos villages. Il s'agit donc de continuer de faire de la petite paysannerie qui n'est certes pas très rentable, mais que l'on veut respecter car nous pensons qu'elle a un avenir en cas de changement climatique grave puisqu'elle utilise très peu d'intrants et d'énergies fossiles.

Quelles sont les formes que prend la résistance populaire ukrainienne ? Au-delà des volontaires qui s'enrôlent dans les forces de défense territoriales, pouvez-vous nous en dire plus sur l'organisation des réseaux de solidarité par et pour les Ukrainien.nes, des auto-organisations pour pallier collectivement les manques, s'entraider et peut-être aussi reconstruire ce qui peut l'être à ce stade ?

Oreste : Il y a effectivement une grande solidarité qui s'est vue renforcée rapidement au début de la guerre par deux facteurs. Le premier : Zelensky n'a pas fui. Le deuxième : un grand élan de solidarité s'est organisé avec tous ceux qui pouvaient souffrir de la situation. Ce n'est peut-être pas une majorité : sur 100 personnes, si 5 se montrent solidaires, ça a déjà un gros impact. Mais c'est vrai qu'en ce moment quand on demande quelque chose c'est très efficace. On peut assurer nos bus et remplir nos bidons d'essence pour aller chercher les gens sous les bombes gratuitement. Les ordonnances de médecins sont aussi gratuites, des magasins installent gracieusement des rallonges électriques de générateurs, etc. On voit des élans et des gestes un peu partout, chacun à sa mesure. Nous n'avons jamais eu aucun problème pour recevoir des coups de main pour décharger des camions par exemple.

Il y a différents types de solidarité. Beaucoup de gens se sont engagés dans l'armée, se sont mobilisés pour aller au front. Il y a des bataillons volontaires comme en 2014-2015, puisque depuis 2014, il y a une guerre en Ukraine, nommée « opération spéciale » par les Russes. Ceux qui s'engagent sont dans l'armée d'Etat, sous les ordres du ministère de la Défense et de Zelensky. Il y a donc des personnes qui ont appelé à nourrir les militaires, à les habiller et à les équiper avec des casques, des gilets pare-balles et des habits chauds. Beaucoup de gens se sont ainsi mobilisés pour apporter le maximum à ceux qui sont au front. Ce qu'on ne dit pas souvent c'est que beaucoup de personnes ne peuvent pas fuir, le gouvernement interdit aux hommes de 18 à 60 ans de sortir du pays. Dans notre région, beaucoup d'hommes voudraient partir mais ne le peuvent pas. Ils se cachent en journée et sortent la nuit. Il faut bien prendre en compte ces différents aspects.

De notre côté nous avons concentré notre solidarité pour aider à sauver le maximum de vies, extraire des gens des endroits les plus à risques, et aider ceux qui voulaient fuir vers l'étranger.

Qu'en est-il de la situation en Transcarpatie, là où se trouve la coopérative Longo Maï ? Et de manière plus générale quelle est la situation dans l'Ouest de l'Ukraine à distance des fronts mais régulièrement ciblée par des bombardements ?

Oreste : À l'ouest, deux régions n'ont pas été bombardées. La ville de Lviv l'a été plusieurs fois mais pas énormément et la Transcarpatie, elle, n'a jamais été bombardée. C'est une chance, nous ne sommes pas à un endroit stratégique, puisqu'il y a une grande forêt à côté. Mais nous sommes la région record avec 380 000 réfugiés, Lviv vient après. Ces régions font donc beaucoup pour accueillir des personnes réfugiées du front et en même temps constituent une base arrière pour l'entraînement de gens qui veulent partir.

Après, si l'on veut bien présenter les choses, il faut parler de ce qui se passe à l'Est puisqu'on essaie d'aider vers le front. Notre ami Sergueï par exemple, s'est intégré à notre équipe et a proposé d'aider plusieurs cantines en distribuant de la nourriture à Kiev. Nous avons un grand nombre de restaurateurs dans la ville de Kharkiv qui font à manger pour 7 000 personnes par jour. Depuis trois semaines, nous commençons à nourrir Zaporijia et à y envoyer des camions de nourriture. C'est la ville qui reçoit les plus gros flux de réfugiés par jour. Elle accueille notamment beaucoup de gens de la ville de Marioupol, puisque sur les 500 000 habitants d'avant la guerre, il ne reste plus personne là-bas aujourd'hui. Pour organiser et faire cela, on essaie d'avoir des bases de relai où on peut dormir la nuit.

J'étais à Kiev lorsque c'était bombardé. Il fallait deux jours et demi pour y aller et trois jours pour revenir. Avec les couvre-feux le soir, il ne faut pas sortir, si tu sors on peut te tirer dessus ; il fallait donc calculer le temps de route et prévoir un logement le soir. Nous avons donc plusieurs lieux étape où dormir et accueillir les personnes qui évacuent, dans différentes villes comme Jytomyr, Khmelnytsky et Zaporijia.

Dans les villes d'Ouest, on s'organise donc pour rendre possible la vie des gens qui fuient le front, mais nous avons aussi beaucoup à faire pour les fronts en général. De fait, les grandes organisations étatiques se sont retrouvées dépourvues, elles n'étaient pas prêtes à y aller. Ce sont des initiatives de volontaires indépendants comme les nôtres, avec des chauffeurs qui savaient où circuler, où demander les informations militaires pour passer les check-points, qui ont pu réagir rapidement et non pas les grandes organisations. Ce qui est clair, c'est qu'un système hiérarchique est bien moins préparé à réagir spontanément.

Nous nous sommes ainsi inscrits dans ce mouvement qui existe partout en Ukraine et affiliés à d'autres amis, d'autres réseaux militants, notamment liés à l'écologie, avec des personnes en qui nous avons confiance par rapport au danger. Cela ne peut se faire qu'avec des gens suffisamment courageux qui peuvent aller au plus proche de là où ça bombarde, et aider les gens à en sortir. Cela demande aussi une certaine autonomie et de la capacité à réagir rapidement sans attendre que des ordres viennent d'ailleurs.

Comment vous organisez-vous concrètement ? Quels sont les canaux et les espaces de partage d'informations ? Comment fonctionne cette auto-organisation populaire ?

Oreste : Les premières semaines on ne décollait pas du téléphone. Notre mouvement, Free Sydyovets, a déjà l'habitude de s'organiser pour lutter contre le premier oligarque du pays* et contre la mafia du bois. Ce sont des gens, de différentes villes, en qui nous avons confiance et qui se connaissent. Lorsqu'au début de la guerre tous les hôtels étaient pleins et qu'il fallait du réseau pour savoir où dormir dans telle ou telle ville, les gens ont rapidement commencé à renvoyer les personnes dans le besoin vers nous. À Lviv et Ujgorod, il s'est passé la même chose avec des réseaux déjà pré-organisés, notamment autour de l'antiracisme, du soutien aux Roms ou du féminisme. Plusieurs types de réseaux se donc sont enclenchés. Et même entre des réseaux qui n'avaient pas l'habitude de se parler, les gens ont communiqué les différentes informations sur les lieux de solidarité, d'alimentation, etc. à travers Facebook.

Comment se met en place l'accueil des personnes déplacées dans la coopérative ? Quelles dimensions sur le court, moyen et long-terme ? Comment accueillir l'impact des traumatismes de guerre ?

Oreste : La question est très grande. On est mobilisé-es à court-terme, mais on risque de manquer de ressources. Certaines personnes sont sorties du pays, d'autres voudraient revenir et d'autres attendent encore de sortir de régions bombardées de Kharkiv, Mykolaïv ou Pavlograd.

Nous nous attendons donc à un nouvel afflux de réfugié-es. Nous savons que l'on a reçu pas mal de gens qui ont perdu leurs maisons ou ont vécu sous l'occupation des Russes et sont traumatisés. Mais comme la guerre a déjà deux mois, il y a des personnes qui ont plus ou moins la capacité de garder l'esprit froid, qui évitent de regarder toutes les informations, essayent de bien manger et de bien dormir. La fatigue rajoute au stress.

Quand on est dans un lieu sûr, la question est de savoir comment aider les gens à réfléchir à un avenir à court-terme, sur les deux à six prochains mois. Faut-il reprendre l'économie d'entreprise ? On avait arrêté le restaurant pour nourrir les personnes gratuitement, mais il va sans doute falloir s'adapter, peut-être en faisant payer une partie des gens pour pouvoir financer les écoles, les routes, etc. Il faut chercher un équilibre entre l'état de guerre et le long-terme quotidien. On réfléchit aussi à redonner du travail aux personnes déplacées. Nous allons encore chercher du soutien pour cela, notamment du matériel, mais l'idée est de mettre en place des serres pour plus d'autonomie alimentaire, de reprendre des banques de produits ou de refaire du pain. Nous recherchons ainsi plusieurs idées pour les aider à sortir du stress traumatique. Leur redonner du travail ce n'est pas qu'un enjeu économique, c'est aussi un moyen de pouvoir sortir des traumatismes de guerre.

Max : Par « travail » on veut dire pouvoir proposer de l'activité. La deuxième chose c'est de proposer une activité qui permette de développer le partenariat et qui contribue aussi à l'économie des habitants locaux qui ont parfois moins de possibilités économiques car ce sont souvent des petits paysans pauvres, mais qui eux, peuvent proposer des activités aux personnes déplacées.

Oreste : Sur la question entre les locaux et les déplacé·es, nous avons eu plusieurs initiatives pour faciliter le dialogue. Mais nous sommes quand même inquiets d'avoir fait des réunions d'échanges qui ont été interdites par les autorités locales. On s'inquiète que sous prétexte d'état martial on ne puisse plus vraiment s'organiser. Une autre raison possible de ces interdictions est que les politiques essayent de profiter de la situation pour se faire valoir.



Au village de Nischnje, l'accueil des personnes déplacées et le quotidien s'organisent : des cours en ligne sont dispensés pour les jeunes et les enfants, tandis que le restaurant s'est reconverti en cantine solidaire et sert des repas chauds aux réfugié.e.s.

Selon vous et à ce stade, quelles sont les « perspectives » dans les mois à venir ? Dans ce contexte extrêmement sombre, en quoi la résistance populaire et les solidarités auto-organisées partout dans le pays maintiennent voire ouvrent d'éventuelles perspectives émancipatrices, dans la foulée du Maïdan de 2014 et des aspirations transformatrices de la société ukrainienne ?

Max : C'est une question très complexe. Nous aurions besoin de plus de temps pour y répondre, cela mérite développement. Il n'y a pas de continuité directe du moment post-Maïdan dans la situation actuelle. Beaucoup des textes militants que l'on peut lire, écrits d'Ukraine, développent l'idée pour moi un peu « fantasmagorique » de bataillons anti-autoritaires qui seraient là pour installer une paix durable dans un pays en autonomie... Le problème, c'est que des personnes vont rester avec beaucoup d'armes après la guerre et l'on se fait peu d'illusions sur les rapports de pouvoirs sociaux quand il y a des armes en circulation. Que faut-il faire à ce niveau ? C'est complexe. Faut-il croire en une véritable autonomie de la population et un mouvement anti-autoritaire alors qu'il y a énormément d'armes qui circulent ? On peut se le demander. On se pose beaucoup de questions avant de pouvoir affirmer « oui, la solidarité va rester après la guerre en Ukraine, il y aura moins de corruption, le rapport entre les gens va évoluer ». Je me pose la question. On connaît le rôle de héros de guerre ! Que va devenir la contestation de Zelensky qui va devenir un héros national alors qu'il a été porté au pouvoir par des oligarques ? Ce sont des questionnements qui ne vont pas que dans le sens de la sérénité. En tout cas, méfions-nous de la vision parfois fantasmée des mouvements de libération armée.

Oreste : Je suis d'accord. Nous sommes un mouvement pacifiste. On comprend que certaines victoires qui ont lieu actuellement en Ukraine ont donné de l'espoir, mais cet espoir est mitigé. Nous n'avons pas toutes les informations sur le nombre de morts militaires et civils, les crimes de guerre, les violences en tout genre et les viols. C'est difficile de croire que cet espoir va suffire à nous faire gober toute sorte de propagande. Comme partout dans le monde, il faudra chercher l'esprit critique de ces situations. Il va y avoir besoin de beaucoup de personnes prêtes à sortir des nationalismes de propagande, besoin de beaucoup de gens qui se rencontrent, dialoguent, et de ne pas rester cloisonné·es dans ses cercles à soi.

Du fait des liens entre les différentes coopératives du réseau Longo Maï en Europe vous avez également organisé une solidarité « transnationale » depuis les coopératives en Suisse et dans le sud-est de la France. Pouvez-vous nous raconter quelles ont été ses actions concrètes ? De quelles manières continuez-vous encore aujourd'hui à apporter votre aide sur place ?

Max : On a très vite été vigilants et vigilantes à la situation. Le 21 février, il y avait une menace imminente en Ukraine, mais on ne pensait pas que ça allait bombarder dans l'ensemble des villes. Le 24 février, on s'est organisés pour se mettre en lien dans l'ensemble des coopératives en faisant une réunion collective. À partir de là, on tenait à être vigilants pour réagir rapidement aux demandes exprimées par les membres de Longo Maï en Ukraine. Nous avons tissé une véritable toile de soutien matériel et d'aide en tout genre puisque très vite sont arrivés de nombreux besoins : sortir des membres du pays, acheminer des biens matériels, trouver des possibilités de financement pour les besoins exprimés, envoyer des membres de nos coopératives, trouver des personnes qui voulaient bien se déplacer parmi nos partenaires réguliers. Par exemple des gens de Notre-Dame-des-Landes ou d'autres lieux d'autonomie proches de nous, il fallait des personnes pouvant se déplacer, passer du temps là-bas, comprendre la situation, pouvoir aider au niveau logistique, matériellement, passer de l'information et faire du lien avec nos coopératives. Et décliner un certain aspect d'aide avec nos coopératives en rentrant en contact avec différentes organisations et réseaux dans les différents pays, prêts et prêtes à fournir différentes aides pour l'Ukraine. En France on participe à la plateforme Coordination solidarité Ukraine.

Oreste : Assez rapidement on a reçu des volontaires français, issu notamment des Zads et luttes locales, qui étaient prêts à venir faire les chauffeurs, la cuisine pour les cantines populaires, réparer des logements pour les déplacé-es. Il y a eu un grand élan de solidarité qui s'est déclenché avec des personnes plus loin.



La solidarité transnationale prend corps au sein du mouvement Longo Maï. Des camions et des ambulances acheminent depuis la France, la Suisse, la Roumanie, le matériel, la nourriture, les médicaments nécessaires au sein de la coopérative de Transcarpatie et dans les autres régions d'Ukraine.

Max : Ensuite l'aspect indispensable est de réunir l'ensemble des membres de nos coopératives pour prendre des décisions qui impliquaient l'ensemble du mouvement. Nous faisons une réunion par semaine depuis deux mois pour évoquer les aspects d'actualité, d'orientation stratégique et des discussions de fond : vers quel type de population vaut-il mieux orienter son aide ? Pourquoi soutenir les déplacé-es internes plutôt que les personnes présentes au front ? Pourquoi être vigilant.es à la situation des minorités en exil ? etc. Ça se décline sur plusieurs plans à la fois matériels, diplomatiques, au niveau des réfugié.es ou encore de l'accueil dans nos coopératives. C'est un véritable travail du quotidien qui implique d'être tout le temps assez vigilant.e à ce qui est exprimé, d'une part de la part de nos ami.es en Ukraine, mais de voir aussi comment le regard sur l'Ukraine évolue dans nos pays.

Max : Dernièrement, la question de l'agriculture est devenue importante. Dans l'ADN de Longo Mai, nous veillons à ce que la petite paysannerie puisse se défendre face à l'agro-industrie. Une des déclinaisons de notre projet est ainsi la défense de la petite paysannerie en Transcarpatie via l'acheminement de semences de pomme de terre et de maïs rustique. Nous voulons continuer ce projet puisque la question de l'alimentation est vouée à prendre de plus en plus de place, comme c'est le cas dans tout contexte de catastrophe, au fur et à mesure que les mois passent.



Fabrication du pain, préparation du foin et du bois, culture de la terre ou activités d'élevage, la défense de la petit paysannerie au village continue.

Il est aussi très important qu'il y ait suffisamment de véhicules et d'ambulances pour apporter de l'aide dans les régions bombardées, et sortir des personnes qui vivent des situations de haute tension suite aux bombardements. Ces véhicules servent à acheminer de l'aide matérielle et à sortir des réfugié.es et déplacé.es internes vers le village de Nischnje, et potentiellement ensuite sortir du pays. Notre lieu en Roumanie a été crucial, car il a permis d'avoir un endroit pour répondre rapidement à des demandes exprimées par nos ami.es ukrainien.nes. Nous avons aussi un stock en Slovaquie où il est possible d'acheminer du matériel et des partenariats solides avec le Comité d'Aide Médicale Zakarpattia (CAMZ) de Transcarpatie qui achemine de l'aide sur les thématiques de santé dans le reste de l'Ukraine.



Au restaurant de Nischnje toute participation est la bienvenue pour préparer les nombreux repas.

Il faut maintenant voir comment vont évoluer les demandes. Un projet est en train de prendre forme pour trouver des logements pour des personnes réfugiées qui resteraient dans les villages de Transcarpatie, trouver des personnes qui peuvent rénover les logements et pouvoir acheminer du matériel de bricolage ou de réparation pour faire ces travaux. Pour les cantines, se pose la question de savoir comment amener du matériel qui permette de préparer à manger pour de nombreuses personnes, en plus grande quantité.

Nous continuons de recevoir des listes de matériel et recherchons les bons partenaires pour se le procurer. Nous avons donc grandement besoin de l'aide matérielle des fondations et de toutes organisations prêtes à apporter leur soutien et qui ont des capacités de collectes financières et matérielles.

- Pour contacter le mouvement Longo Mai et le soutenir, vous pouvez écrire à max@forumcivique.org
- Pour aider sur le terrain en Ukraine, une [campagne de dons](#) est également ouverte (via leur partenaire en France le Forum Civique européen). Vous pouvez aussi envoyer vos dons par chèque : au Forum Civique européen, St-Hippolyte, F-04300 Limans (mention Ukraine).